

CE du 13 juillet 2012 Faisant suite au CCE du 12 juillet Déclaration CFTC

Brutalité des annonces, drame social, une Direction qui a perdu le nord...
"On n'a jamais vu cela, ni chez PSA, ni chez Peugeot, ni chez Citroën..."

La CFTC considère que les dirigeants du groupe, et eux seuls, par leurs graves erreurs stratégiques, portent la responsabilité de faire subir à des salariés qui n'ont pas démérité, ainsi qu'à leurs familles, des situations dramatiques et injustes de perte d'emploi, de paupérisation, de reconversion forcée.

Une fois de plus l'homme est traité comme la variable d'ajustement d'un système économique qui n'a pas mis la personne humaine en son centre.

La CFTC accuse la stratégie de montée en gamme qui se fait au détriment des volumes et des emplois en France.

La réalité économique et la concurrence n'excusent pas tout, c'est un vrai pillage social avec des pratiques d'un autre temps.

La CFTC condamne l'absence de dialogue social de la Direction de PSA sur les événements groupe à enjeux sociaux lourds :

- Dénégation du projet de fermeture d'Aulnay depuis plus d'un an.
- Succession d'informations et de démentis suivis finalement de l'annonce brutale de la suppression de 1400 postes à Rennes.
- Incertitude totale sur le devenir des postes soumis à concurrence avec GM.
- Les salariés sont pris en otage par des financiers sans âme, voire même sans lien avec les métiers de l'automobile.

La CFTC condamne avec force le timing de ces annonces :

- Choix du calendrier, le 25 juillet, soit deux jours avant les vacances.
- Des familles entières vont vivre un mois d'août dans l'incertitude, l'inquiétude, le désarroi.

La CFTC:

- Tiendra la direction pour responsable de tout geste de désespoir qui pourrait résulter de cette situation.
- Demande la mise en place immédiate d'une cellule de soutien psychologique afin de ne pas laisser les salariés seuls face à leur problème d'emploi durant les congés.
- Demande la mise en place d'une expertise pour savoir si la situation du groupe est réellement si grave qu'il faille brusquement fermer une usine et supprimer autant de postes.
- Demande alors qu'on publie combien le groupe économiserait en s'appliquant une échelle de 1 à 20 entre le plus bas et le plus haut salaire, règle d'exemplarité recommandée par John P. Morgan (1837-1913) qui se l'appliquait dans sa propre société.
- S'opposera à toute forme de licenciements secs et demande la mise en place d'un système permettant les départ des plus anciens ex : FNE ou CASA et de mettre tous les moyens nécessaires pour que cela puisse se faire.
- Demande que la direction s'engage à un dialogue social sans dissimulation.